ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mars 2018

IMMIGRATION ET DROIT D'ASILE - (N° 714)

Rejeté

AMENDEMENT

N° AS11

présenté par

Mme Karamanli, M. Vallaud, M. Aviragnet, Mme Biémouret, Mme Bareigts, Mme Vainqueur-Christophe et les membres du groupe Nouvelle Gauche

ARTICLE 23

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette disposition est très restrictive puisqu'elle interdira à un étranger débouté de sa demande d'asile de solliciter un autre titre de séjour « sauf circonstance nouvelle ». Cynique, cet article vise donc à faire obstacle à des demandes de séjour liées aux conditions de santé de l'étranger.

Sur le principe, cette mesure est parfaitement inique et le DDD a pu regretter dans son avis que « la formulation retenue par le gouvernement pour ce faire tend, une nouvelle fois, à pénaliser le demandeur d'asile au détriment du respect de ses droits les plus fondamentaux. »

Quant à ses conséquences concrètes, cette mesure conduirait à placer les demandeurs d'asile dans une situation moins favorable que les étrangers en situation irrégulière sollicitant leur admission au séjour. Pour le DDD, il s'agirait là d'une « situation inédite dans l'ordre juridique interne ».

Cette mesure porterait une grave atteinte au droit des étrangers malades puisque, selon un rapport de l'IGAS de 2013 « la proportion, parmi les étrangers admis au séjour pour raisons médicales, de personnes déboutées de l'asile atteindrait, dans certaines préfectures, les 90 % ».

Enfin, la rédaction de cette disposition est enfin entachée d'incompétence négative compte tenu du caractère particulièrement flou de la notion de « circonstances nouvelles ».